

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/RL/W/97

5 mai 2003

(03-2399)

Groupe de négociation sur les règles

Original: anglais

## OBSERVATIONS DE LA CORÉE AU SUJET DE LA COMMUNICATION DES ÉTATS-UNIS (TN/RL/W/77)

### Communication de la Corée

La Mission permanente de la Corée a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 4 mai 2003.

1. À la dernière session du Groupe de négociation sur les règles (mars 2003), les États-Unis ont présenté une communication sur la possibilité de classer et de renforcer les disciplines en matière de subventions aux pêcheries. La Corée voudrait formuler quelques observations à ce sujet après réflexion sur l'état d'avancement des négociations sur les subventions aux pêcheries.

2. Concernant l'objectif de la négociation, les États-Unis ont souligné qu'il devrait consister à "offrir des disciplines mieux adaptées applicables aux programmes des pouvoirs publics qui entraînent une surcapacité et une surpêche ou s'accompagnent d'autres effets de distorsion des échanges". *[pas d'italique dans l'original]* La Corée tient à souligner qu'elle n'est pas convaincue que le mandat énoncé dans la Déclaration ministérielle de Doha – clarification et amélioration des règles de l'OMC – ait évolué au point de nécessiter un tel but. Cela dit, nous tenons aussi à noter que les États-Unis ont raison de dire que le Groupe devrait s'intéresser aux effets de distorsion des échanges, quelles qu'en soient les formes, qu'il s'agisse de surcapacité ou de surpêche.

3. L'idée maîtresse du document des États-Unis, selon la Corée, est l'introduction d'un système de feux de circulation, similaire à celui de l'Accord SMC en vigueur.

- a) Tout d'abord, nous tenons à souligner qu'une telle proposition omet plusieurs étapes préliminaires importantes. La Corée a soulevé un certain nombre de questions fondamentales qui sont des conditions nécessaires à l'avancement des négociations, notamment celles de savoir si les subventions aux pêcheries provoquent l'épuisement des ressources, s'il est particulièrement difficile de régler par l'Accord SMC en vigueur le problème des effets de distorsion des échanges des subventions aux pêcheries, et si et pourquoi un système de classement spécial est nécessaire uniquement pour les subventions aux pêcheries.<sup>1</sup> Nous ne pensons pas que des

---

<sup>1</sup> Au nombre d'autres questions pertinentes figurent les suivantes:

- La Déclaration ministérielle de Doha prescrit-elle une approche sectorielle pour les subventions aux pêcheries?
- Le caractère hétérogène est-il unique aux pêcheries?
- Est-il difficile d'identifier des "produits similaires" pour les pêcheries?
- La "structure économique" du secteur des pêcheries rend-elle difficile l'estimation des effets des subventions sur les prix?
- Est-il difficile d'estimer le "prix de référence" des produits des pêcheries?

réponses satisfaisantes aient été données à ces questions au cours des débats qui ont eu lieu jusqu'ici. L'approche des États-Unis se fonde sur l'hypothèse non prouvée que toutes ces questions ont été réglées. Il est aussi dangereux d'aller de l'avant sans régler ces questions fondamentales que de construire une structure sur une mauvaise fondation.

- b) Ensuite, la méthode de classement des États-Unis adopte une approche bizarre qui s'écarte de la pratique habituelle d'établissement des règles dans le domaine du commerce international. Les États-Unis ont apparemment emprunté l'idée du système de feux de circulation de l'Accord SMC ou de l'Accord sur l'agriculture en vigueur. Les Membres devraient savoir que les Accords de l'OMC ne sont, après tout, rien d'autre que des accords commerciaux. Les critères du système de feux de circulation des Accords de l'OMC sont les effets de distorsion des échanges des subventions. Bien que la méthode de classement prévue par les États-Unis semble se conformer au système existant, elle combine dans les critères de classement l'utilisation des effets sur les échanges et des effets sur l'environnement. Nous pensons que cette confusion résulte du fait que les négociations sur les subventions aux pêcheries n'ont pas de principes et de définitions appropriés, que la Corée préconise d'établir.

4. Enfin, la Corée convient avec les États-Unis que le Groupe de négociation devrait étudier les moyens de tirer parti de l'information disponible auprès d'autres organisations, y compris la FAO. Bien que les États-Unis n'en aient pas précisé la raison, nous pensons que cela est dû au fait que le Groupe de négociation n'a pas les compétences nécessaires dans le domaine des pêcheries et de l'accumulation des recherches pertinentes. En conséquence, nous estimons en outre que le débat sur l'épuisement des ressources dans l'optique de l'environnement, en particulier, est hors de la portée des travaux du Groupe. L'OMC n'est tout simplement pas le lieu où doit s'effectuer le travail de base sur les effets des subventions sur l'environnement, pas plus qu'elle ne peut de manière responsable créer et faire respecter des disciplines adéquates sur la question.

- 
- Est-il indiqué d'examiner, au Groupe de négociation sur les règles, les aspects environnementaux des subventions aux pêcheries?
  - Les ressources des pêcheries sont-elles des ressources partagées?
  - Les subventions aux pêcheries limitent-elles l'accès des participants non subventionnés aux ressources partagées des pêcheries?